

“ILS ONT VOTÉ... ET PUIS APRÈS”

(Léo Ferré)

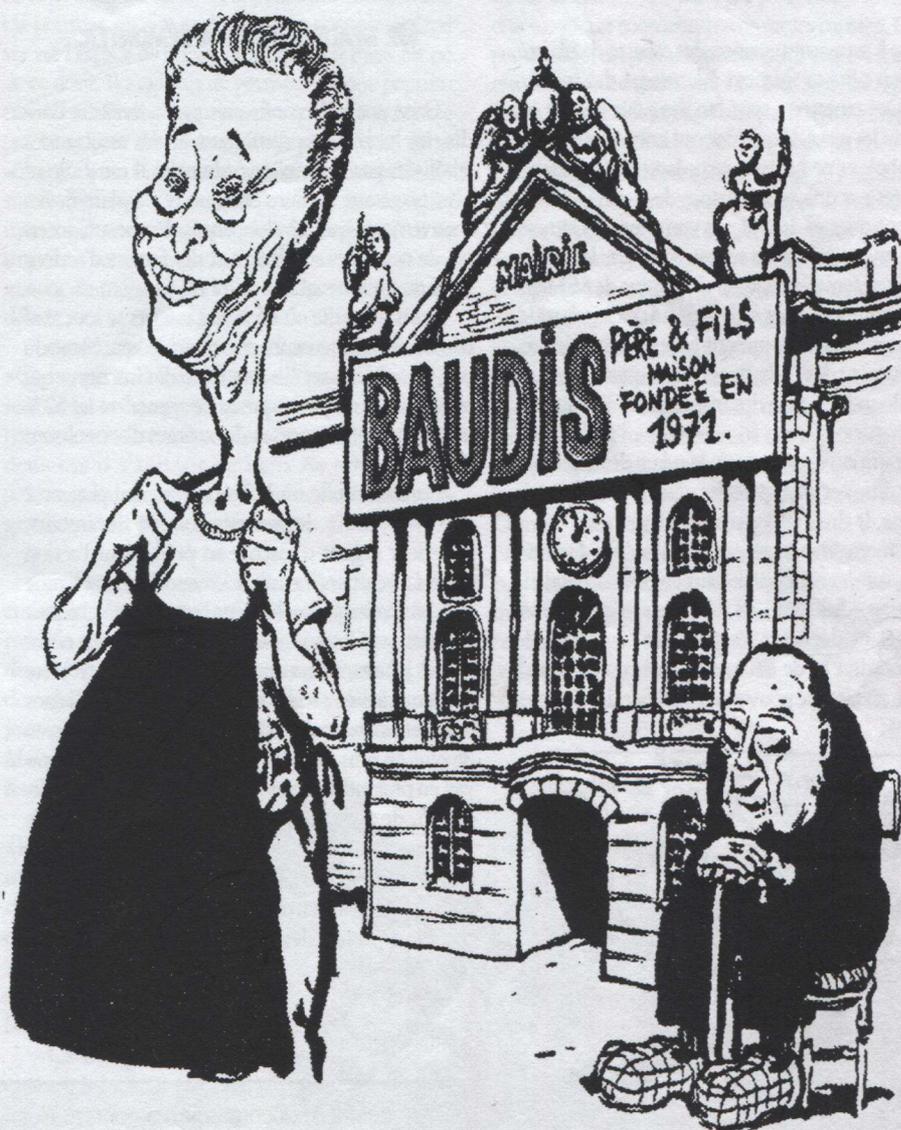
Le 1^{er} tour des municipales a été marqué par une forte abstention -35%- et une progression de l'extrême droite. Ces résultats devraient faire réfléchir à la fois sur le système de représentation démocratique et sur les conséquences d'un système économique et social qui engendre l'exclusion et favorise la violence jusqu'à la haine.

UNE DÉMOCRATIE CONFISQUÉE

Il est d'usage d'évoquer la démocratie de proximité quand on parle d'élections municipales, de l'intérêt manifesté par la population pour ce scrutin et de la relation privilégiée avec le Maire. Ce taux record d'abstention bouscule les idées reçues. Finalement les électeurs n'ont - ils pas l'impression que l'action politique et la gestion des communes est affaire de professionnels, que ne distinguant plus des options politiques clairement définies.

En effet, de droite ou de gauche les villes se gèrent comme des entreprises. Les critères de rentabilité se substituent au service public, on privatise les mêmes services et équipements: l'eau, les cantines, les parkings... à quelques entreprises bien connues, CGE, Lyonnaise des eaux...

Le même décor est planté partout: des zones industrielles, artisanales ou commerciales aux abords ou entrées des villes, des bureaux dans les centres villes à la place de logements, des cités HLM à la périphérie, des aménagements urbains identiques (qui n'a pas son petit abri Decaux!), on fleurit et on fontainerise, les commerces dans les quartiers et les bars disparaissent, de grands centres commerciaux drainent toute la population, la vie s'en va et l'ennui s'installe. Le même scénario se développe partout. L'organisation de l'espace depuis les années 60 a installé le même schéma urbain: des lieux séparés pour le travail, l'habitat, la culture, l'allongement des temps de transports, l'augmentation de la pollution, la standardisation des modes de vie et de consommation.



Et l'encre sèche vite dans les pattes des gens
Et le sang des nouvelles a rougi dans leurs mains
Des nouvelles à la con et puis dingue et mon cul
A vous donner l'envie de vous brancher en quatrième

(Léo Ferré)

Les solidarités antérieures se sont cassées, les relations sociales ont du mal à se nouer dans cet espace trop structuré, trop cloisonné.

L'Etat et les collectivités multiplient les dispositifs pour les exclus, (les chômeurs, les jeunes) mais les marges de manœuvre du politique face aux exigences de l'économie sont quasi inexistantes et les rendent totalement inopérants. Le chômage s'installe entraînant l'amertume sinon le désespoir et un attrait de plus en plus grand pour des solutions extrêmes: chasse à l'immigré, préférence française, repli sur soi et sur la nation... Dans ce contexte, la participation à des élections est dépourvue de sens puisqu'elle ne permet pas de peser sur des orientations qui marqueront ensuite notre vie.

UNE DÉMOCRATIE À RÉINVENTER

Face à cette impuissance, des espaces de liberté, de convivialité se forment à la marge des institutions. Des tentatives sont lancées pour recréer ces relations: les repas de quartier, qui ont surtout valeur de symbole et ne peuvent remplacer des solidarités marquées par une appartenance de classe, des intérêts identiques et des valeurs communes. De nouveaux liens se créent au niveau local par les exclus du système (voir l'article sur des grains de SEL) qui s'organisent en marge des circuits marchands. D'autres initiatives dont nous parlerons dans le prochain numéro des "échanges réciproques de savoir" se développent à côté des institutions d'éducation et de formation.

Des initiatives prennent le relais des organisations politiques ou syndicales pour lutter contre le chômage, le droit au logement.

Ces mouvements auront - ils un effet d'entraînement sur des couches de plus en plus larges de la population ? Sauront - ils développer de nouvelles pratiques et dépasser les schémas classiques de représentation et de délégation qui confisquent à terme le savoir et le pouvoir au bénéfice de quelques



uns? Sauront - ils inventer de nouvelles formes d'actions où chacun pourrait trouver sa place? Sauront - ils intégrer les potentialités de chaque individu?

Dans ces mouvements, l'organisation, la place de l'individu par rapport au collectif, la façon dont se prennent les décisions, le mode de représentation sont des questions aussi importantes que les objectifs qui fédèrent au départ quelques individus.

À Toulouse, ces questions traversent un grand nombre d'associations qui se sont retrouvées dans la «Ville Habitée» et le fait quelles n'aient pas pu s'exprimer sereinement ne signifie pas pour autant qu'elles n'aient pas d'importance et de légitimité. L'anathème n'a aucune valeur pédagogique et le fait que ces débats aient sous-tendu cette initiative est plutôt positif.

DE BEAUDISCOURS À DÉMONTER.

Dans une ville confisquée par la dynastie Baudis, les lobbys de promoteurs et des associations labélisées par le pouvoir municipal il est d'autant plus nécessaire de faire émerger et de soutenir des mouvements qui développent la démocratie interne, de nouvelles solidarités et des formes d'actions intégrant le plus grand nombre.

Dans une ville où 45% des inscrits se sont abstenus, où 2115 votants ont choisi le vote blanc ou nul, où le Maire est élu avec 30% des inscrits ce qui est loin de la majorité que laisse apparaître les 59% de votants, des espaces et des marges d'actions sont possibles.

Dans une ville où le Front National obtient 2 élus avec 6,86% des votants et 2,7% des inscrits, il devient urgent d'inscrire en profondeur l'action antifasciste et antiraciste. Des associations comme Ras Le Front qui mobilisent fortement à chacune de leurs manifestations et où se retrouvent de nombreux jeunes, doivent prendre en compte cette implantation en profondeur du Front National dans leurs réflexions et développer dans la ville un réseau de plus en plus dense et solide pour réaliser un travail en profondeur dans les quartiers, travail d'explication, de soutien actif à des projets comme le «théâtre contre l'exclusion et le racisme» (voir article page 11) ou d'autres qui pourraient émerger dans lesquels le citoyen devient acteur et ne se contente pas de déposer un bulletin dans une urne. ■

Emma

Au bout du tunnel...

La E7, nouvel axe de transport européen qui passe par Bordeaux et Saragosse, traversent la vallée d'Aspe, par le tunnel du Somport. Ce projet financé par l'Union européenne fait partie du programme d'infrastructures de transport européen qui privilégie largement la route (126 nouvelles liaisons routières pour seulement 11 nouvelles liaisons ferroviaires).

Au motif de relier les régions périphériques aux grands centres et de permettre leur développement économique, l'Europe fait le choix de la route même si les conséquences seront désastreuses: destruction d'écosystèmes, augmentation des émissions de CO2, trafic intense de camions.

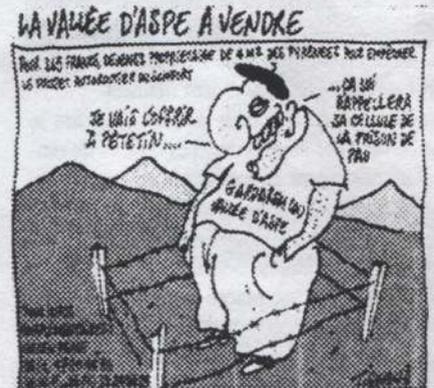
Quel bénéfice pour la vallée d'Aspe: destruction des meilleures terres agricoles, effets négatifs sur le tourisme et par voie de conséquence sur le commerce et l'artisanat local... tout ça pour gagner 35 km par rapport à l'axe actuel qui passe par San Sébastian.

Le choix du rail est possible: il suffit de reconstruire le pont de chemin de fer détruit lors d'un accident et de remettre la voie de chemin de fer en service: coût de l'opération 420 millions de francs alors que le coût du projet routier Pau Somport serait de 5 milliards.

Afin de rendre le processus d'expropriation plus difficile, Greenpace propose d'acheter pour 265 F une parcelle du terrain d'emprise de la route d'accès au tunnel du Somport.

Vous pouvez vous joindre à cette action et vous procurer les documents nécessaires à cet achat en contactant:

Sauvez la vallée d'Aspe 28 rue des petites écuries 75010 Paris - tél: 47.70.46.89.



Directeur de publication : Patrick Laclerc
 Equipe de rédaction : Juanito Marcos, Patrick Laclerc, Roberlyne Serra.
 Prix du numéro : 5 F
 Abonnement : 5 numéros : 25 F
 Abonnement de soutien : 100 F
 Boîte postale : 4078 31029 Toulouse Cedex
 Commission paritaire : 760/95
 Ont été mis à contribution pour ce numéro : Patrick, Caillou Caillou, Roberto Vaporetto, Emma, Paul Dunard, ED'S, Siset, Georges Rivière, Gene, Gaby - Dessins de P. Rouaull et de Charlie Hebdo. Photos de Marc.
 Les articles sont sous la responsabilité de leur auteur
 Imprimerie spéciale - Le coquelicot

Je désire souscrire un abonnement :
 - pour 5 numéros : 25 F
 - soutien : 100 F



Boîte postale : 4078 31029 Toulouse Cedex

Nom :

Prénom :

Adresse :

2+1=zéro

Des quartiers en difficultés comme les Izards sont nombreux à Toulouse comme ailleurs. Mais qu'appelle-t-on quartiers en difficultés? Un quartier où le chômage touche une grande part de ses habitants? Un quartier où l'on investit avec des pincettes en période électorale?

LA POSTE NE TIEN PAS À SA PUBLICITÉ

Là où les besoins sont cruciaux afin de maintenir une cohésion sociale entre les habitants, les services que rendent une administration comme la Poste se font aussi maigres que le revenu perçu par les allocataires de RMI! La Poste, à grand renfort de publicité, clame haut et fort qu'il faut maintenir la présence de la Poste tout en laissant sous entendre qu'il n'y a pas obligatoirement besoin d'un bureau de poste et bien évidemment de postier. La première idée qui vient à l'esprit serait que cela peut se passer au fin fond d'une vallée Ariégeoise où bien encore dans les campagnes de l'Aveyron. Vous n'y êtes pas! Cela se passe à Toulouse, aux Izards, dans un bureau inauguré le 7 novembre 94 par la Direction Départementale avec comme guichetiers : 2 CES payés par la ville... 1 CDD dont le contrat s'achevait le 29 Avril 95!

Coût pour la Poste : ZÉRO! Là, on comprend mieux les discours léniants quant à la présence postale et cela, même au cœur d'une grande ville!

LE QUARTIER SE REBIFFE

A force de croire que la seule réaction possible serait le fatalisme, la Poste, au travers de sa Direction Départementale ne se doutait pas que la population serait alertée non seulement par les syndicats des PTT, à savoir SUD au travers de son facteur des Izards, mais aussi par AC1 (collectif contre le chômage) puis par la CGT. Le 29 Avril, une occupation des locaux accompagnée par une pétition adressée aux habitants du quartier ont entamé un lent recul de l'Administration. Encore une fois le 6 Mai, ce collectif où se retrouvaient enfin syndicalistes, membres d'associations, habitants du quartier, réclamait que dans ce quartier défavorisé, l'essentiel de la communication passe aussi par un véritable service public. Garantie de l'équité du service rendu, la Poste ne peut être à géométrie variable, espace d'entreprise pour les uns, services réduits pour les autres. Aujourd'hui, rien n'est encore acquis, mais de telles actions sont plus que jamais nécessaires. Si nous désirons bousculer l'acceptation, le fatalisme, cela ne peut être qu'à travers ce type d'initiatives regroupant l'ensemble des intéressés. L'emploi est un droit fondamental et des bureaux de postes sans postiers ne seraient que des guichets ouverts à la précanté. ■

Le temps des crocodiles

A Toulouse, jadis existaient des fêtes de quartier, les «baloches» comme on les appelait, et des fêtes foraines qui s'installaient à St-Cyprien, au cours Dillon. Très populaires jusqu'aux années soixante - soixante-dix, ces lieux de divertissement ont disparu lorsque les quartiers, jusqu'alors espaces d'intégration sociale et économique, ont éclaté.

A ce moment-là, la fête se modifie. Elle se «thématise» autour de la musique, du multiculturel et de la défense d'intérêts particuliers. Géographiquement, elle évolue aussi: abandonnant le centre ville, elle se déplace vers des quartiers périphériques où sont créés des lieux où le plaisir d'être ensemble est premier, où rire et discuter est possible, même si c'est l'espace de quelques jours. «Racines» est né de ce désir. Il s'agissait de permettre à une population très différente, souvent peu intégrée et rejetée par la culture dominante, de se rencontrer, de se sentir citoyen. Pendant des années «Racines» fut un succès. Quelques associations, aidées par ces anonymes qui sont toujours là où naît la vie, avaient su impulser cette richesse, cet enthousiasme qui surgissent du mélange des cultures, des musiques, des débats.

Le même phénomène explique la naissance de «Ça bouge au Nord», rencontre musicale où se retrouvait la frange du show-biz et d'une marge musicale très importante dans notre ville. Dans les deux cas il s'agissait de lieux de rencontre et d'échange qui fuyaient l'exclusion et où le mot d'intégration n'était pas une idée creuse.

Arrivons-nous au bout d'une époque? Cette année, le paysage «ludico-culturel» toulousain se modifie. La Mairie s'en empare. Certes, l'existence de ces festivals n'a jamais laissé indifférents les élus de tous bords en manque de bases sociales et toujours prompts à récupérer des voies...électorales. Mais cette année, un pas est franchi.

Désormais, le festival «Racines» est définitivement vidé de son contenu: c'est devenu un festival exclusivement musical, sponsorisé par la Mairie qui se l'est approprié sans problèmes.

«Ça bouge au Nord» quant à lui n'aura pas lieu. La Mairie n'a pas même songé à le transformer en foire à la brocante... Restait «la fête des berges». Son histoire est très ancienne. Elle est née d'une importante bagarre qui opposa pendant de nombreuses années les habitants du quartier de la Daurade et les écoles à la Mairie. A cette époque, le

Maire voulait désenclaver le centre ville en installant le long des berges de la Garonne une voie rapide traversant Toulouse du Nord au Sud. C'était Paris!. Mais les habitants du quartier se groupèrent en association et la Mairie, après avoir songé à installer un parking connu pour sa propension à être inondé en hiver et donc peu alléchant pour un promoteur, dut reculer. Depuis, elle a aménagé un espace vert sans bagnoles reconnaissant de fait, après des lustres et des luttes, le droit des citoyens à penser leur environnement urbain.

La fête des berges rappelle cette époque glorieuse et chaque 10 juin, un parapluie à la main, chacun va, un moment, retrouver les copains. C'est pas terrible, un peu tristounet faut l'avouer, mais la résistance coûte cher. Car pour la Mairie, les espaces festifs, même délaissés, n'ont pas à rester vides.

Capitole infos n° 101 a annoncé la couleur: « Depuis déjà plusieurs années, la Ville à justement décide la remise en valeur des berges ». Fallait oser le dire. En tout cas cette année, les organisateurs des spectacles municipaux s'avancent sous les sunlights. ce lieu revu et revisité par la Mairie devient «la fête de la Garonne»!. Mais si, comme le dit la publicité, le Maire met en valeur le fleuve, où sont les riverains dans ce spectacle qui s'annonce?

Voilà, dans tous les cas, un bel exemple de réécriture de l'histoire et voilà comment s'opère la digestion sans scrupule d'un projet d'initiative populaire (voir Charlie Hebdo du 17 mai 1995). Comme dans la fable, le crocodile avale et digère presque tout. L'indigeste, est rejeté au loin, oublié.

Il faudra beaucoup de «Ville Habitée» pour qu'enfin les gens créent des lieux où ni élus ni technocrates n'interviennent et où la vie associative puisse s'exprimer... sans entraves. ■

Paul Dunord



Un toit, c'est un droit

L'association Droit au Logement, fondée à Paris en octobre 1990 par une poignée de bénévoles associés aux familles de mal-logés ou sans logis qui occupaient alors la place de la Réunion dans le XX^e arrdt, s'est aujourd'hui constituée dans de nombreuses villes de province, dont Toulouse.

Jamais depuis trente ans, la crise du logement n'a été aussi terrible, dévastatrice et révélatrice de la carence et l'inaction coupable des pouvoirs publics. Seule l'échéance des périodes électorales voit l'ensemble des politiques se saisir de cette question cruciale qu'est le respect du droit au logement, sans lequel un individu ne peut s'épanouir, se construire, se soigner, se nourrir, travailler, recevoir, échanger, vivre selon ses envies, sa culture, ses besoins.

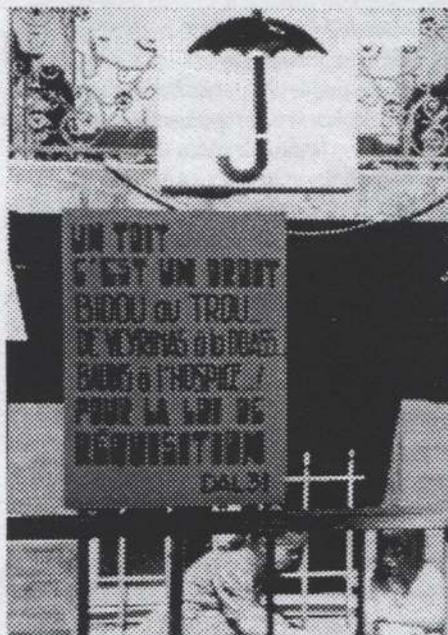
En termes économiques, la crise du logement ce sont des prix très élevés (foncier, vente-location) qui rendent difficiles la construction, l'achat, la location voire même le maintien dans le logement (5 millions de personnes vivent sous le seuil de pauvreté - source CERC). En conséquence, une très forte vacance de logements, une offre gelée, qui participent pour une part importante au niveau élevé du marché.

Le gain, la spéculation, la marchandisation du secteur social sont les éléments moteurs de cette crise. Cela se traduit par le désengagement de l'Etat qui abandonne sa mission d'intérêt général, la flambée des loyers, la réduction du parc social de fait (hôtel meublé, loi de 48). Dans le même temps, le logement social est détourné de sa fonction: les HLM pratiquent une politique sélective d'attribution qui exclut les plus pauvres.

Pourtant l'Etat dispose des outils juridiques pour remédier à la crise grave du logement qui sévit aujourd'hui: la mise à disposition temporaire des logements vacants aux sans-logis, mal-logés, menacés d'expulsion, appelée "ATTRIBUTION D'OFFICE".

Utilisée de façon soutenue de 1945 à 1962, cette procédure n'est plus employée. Elle permettrait de régler dans l'urgence le relogement des mal-logés, sans-logis ou menacés d'expulsion, elle serait de plus l'outil de régulation du marché du logement. En effet, l'application de cette procédure conduirait les propriétaires, pour éviter une attribution d'office, à vendre, à louer, faire occuper un logement dans un délai bref. Cette mesure temporaire (la durée de l'attribution est de 1 an), renouvelable 4 fois (avec possibilité d'extension excep-

tionnelle de 2 ans, soit 7 ans au total) donne le délai nécessaire et suffisant aux pouvoirs publics pour remédier en profondeur à la crise du logement. Revendiquée par le DAL dès sa création, l'application de la loi de réquisition, reste toujours d'actualité. Suite à de très nombreuses actions tant à Paris qu'en province l'efficacité et la nécessité de cette loi a été démontrée.



A Toulouse, D. Baudis refuse toujours d'enregistrer les demandes d'"attribution d'office". Se mettant ainsi hors la loi - en toute impunité et en toute quiétude. F. de Veyrinas ose encore dire qu'il n'y a pas de problèmes de logement à Toulouse, l'association MEDIANE (chargée de l'étude) tire des constats alarmants concernant l'accès au logement HLM pour les plus démunis. De qui se moque-t-on ? jusqu'à quand allons nous supporter ce mépris face à l'exclusion, ce mépris bon teint-feutré des salons ? Alors que la rue voit grossir sur ses trottoirs tous ceux et celles qui, rejetés par la crise souffrent en silence de tant d'indifférence.

De nouveaux concepts ont pris forme. Mais pour quel changement ? De "la nouvelle pauvreté", nous sommes passés le temps d'une décennie à "la grande précarité". On ne parle plus de SDF (Sans Domicile Fixe) mais des SRS (Sans Résidence Stable).

Le mythe de "la cloche librement consentie" a encore la vie dure et sert surtout à masquer la misère économique, sociale et culturelle d'une partie de plus en plus croissante d'hommes et de femmes, de jeunes, paumés ou révoltés qui aujourd'hui se reconnaissent dans la lutte pour le droit au logement, mais aussi plus largement dans ce combat pour la dignité. Voilà le sens de l'action du DAL et de tous ceux et celles qui, solidaires, proches des réalités de terrain soutiennent ce combat et savent d'ores-et-déjà qu'ils le poursuivront au-delà des visées politiciennes et électorales. ■

DROIT AU LOGEMENT OCCUPE LA MAISON DU VERRIER.

Le samedi 29 Avril, sept familles toulousaines (9 adultes et 12 enfants) en attente d'un logement ont élu domicile dans une maison vide appartenant à la SMESO (Société Mutualiste Etudiante).

"Un toit c'est un droit" Application de la loi de réquisition.

Nous étions environ 500 à nous être mobilisés à l'appel du DAL 31 et d'une vingtaine d'associations pour exiger des pouvoirs publics et de la municipalité le relogement de familles mal-logées ou sans logis décidées à agir au sein du DAL. Le professeur. Schwartzentberg et J. Gaillot étaient au rendez vous.

Immuable occupé, la Maison du Verrier, une demeure du XIX^e de 1200 m² située au centre de Toulouse avait été propriété de la mairie et ce, jusqu'au 14 mars dernier, date à laquelle elle a été vendue à la Société Muruelle des Etudiants du Sud Ouest (SMESO).

"L'action menée ne visait pas un local étudiant" a très vite précisé le DAL 31 qui pensait, dans un premier temps, avoir occupé un bâtiment municipal. Finalement, à l'issue de deux réunions de négociations entre le DAL 31 et la SMESO un compromis a été conclu: pas d'expulsion par les forces de l'ordre mais engagement du DAL 31 à quitter la maison du Verrier dans un délai d'un mois. Fortes de cet accord, les sept familles se sont rapidement installées dans les lieux avec l'aide des militants et sympathisants et du mobilier fourni par EMMAUS. Le délai d'un mois étant amplement suffisant pour trouver pour ces familles dans l'urgence, un logement décent à Toulouse (17596 logements vides privés ou publics dans la ville -source INSEE).

Après trois semaines de négociations avec les pouvoirs publics (mairie, préfecture, conseil général) 5 des 7 familles occupant la maison du Verrier ont obtenu leur relogement dans le parc des HLM public ou privé. Deux familles n'ont reçu aucune proposition de relogement. Leurs dossiers furent rejetés, la municipalité refusant de reconnaître explicitement l'urgence de leur situation. Mme de Veyrinas allant même, pour justifier ce refus, jusqu'à donner à la presse contre tout respect de la "vie privée", des informations sur ces familles.

On peut, à juste titre, s'interroger sur le sens de ces divulgations publiques, sur la finalité de tels propos, surtout quand ceux-ci sont tenus à quelques semaines des élections municipales.

Aujourd'hui ces deux familles décident de continuer leur lutte au sein du DAL et d'affirmer ainsi leur droit au logement. ■

le DAL 31 demande:

- La mise en application de la loi de réquisition.
- Un lieu de dépôt unique des demandes de logement HLM.
- Un allègement des procédures de dépôt des dossiers.
- Un arrêt du contrôle social sous prétexte d'une demande de logement.
- La création d'un observatoire du logement permanent et indépendant.

Des grains de sel ou de cocagne

Le SEL, système d'échange local ou système économique local, venu du Canada, a voyagé en Australie et en Nouvelle Zélande, a fait un détour par la Grande Bretagne, la Hollande et s'est installé près de chez nous. Le S.E.L en quelques lignes de Pierre Girod de Bellegarde du Razés dans l'Aude.

Un voisin-copain hollandais, ayant passé quelques jours dans son pays près d'Amsterdam, ramène dans ses bagages de la doc, des idées et le soutien des S.E.L hollandais. Avec un petit groupe il fonde le premier S.E.L français, le noyau d'origine se trouvant au hameau de Canterate, au dessus du lac de Montbel, entre Chalabre et Lavelanet, en Ariège. Succès dès le départ puisque après quelques mois, 277 inscriptions sont enregistrées. Comme en général il s'agit de couples, cela représente environ 500 personnes, et de nouvelles inscriptions arrivent chaque jour, et les adhérents répartis sur 4 départements, Ariège, Aude, Haute-Garonne, Pyrénées-Orientales, avec quelques isolés à Béziers, Sète, Lyon, Strasbourg.

SANS FRIC ! UNE UTOPIE ?

L'importance de ce groupe initial pose des problèmes de distances, de convivialité difficile lorsque les kilomètres sépare les gens. Alors on forme des petits groupes, plus faciles à gérer, moins de distance pour se rencontrer lors des marchés de troc, un voisinage propice à la solidarité. Les Pyrénées-Orientales forment un groupe, puis en ce moment l'Aude et la Haute Garonne. L'Aude envisage déjà des groupes sur le littoral, la Haute Vallée de l'Aude (qui se rapproche géographiquement des hauts plateaux de l'Ariège), le Carcassonnais, peut-être le Lauragais.

Et tout ce petit monde s'achemine vers ce vieux rêve d'une société sans riches, sans pauvres, sans capitalisme, sans FRIC ! Une UTOPIE que nous voulons faire passer dans le domaine des réalités. Ce ne sera pas facile, on le sait bien. Nous ne sommes pas assez naïfs pour croire que le monde politique, le monde des affaires, le monde du fric va nous laisser entamer leurs privilèges sans réagir. Ils se sont donnés assez de mal pour paupériser les petites gens, les écraser sous le poids de leur mépris, de leurs impôts, de leur exploitation forcée, de leurs flics, de leur armée, ils vont réagir, sûr, et vite et méchamment. Les accusations de "travail au noir", de "commerce illégal", d'économie parallèle vont apparaître, elles apparaissent déjà. Mais ils ne pourront rien contre notre détermination. Notre solidarité sera sans faille.

MAIS COMMENT ÇA MARCHE ?

Puisqu'il n'y plus d'argent dans la bourse, alors on échange, oui mais pas seulement entre deux personnes. Un système de "contrats d'échanges" (comme des chèques mais ce ne sont pas des

chèques) auxquels les parties donnent la valeur de leur transaction, valeur exprimée en "grains de sel" (1 grain = 1 franc).

Ainsi, mon voisin convoite mon V.T.T. que je n'utilise plus guère. Nous tombons d'accord pour une valeur de 400 grains de SEL. Il embarque la bécane et me remet un "contrat d'échange" de 400 grains. Le contrat est composé de trois parties : une pour le "coordinateur" qui tient la comptabilité de toutes les transactions du groupe SEL, une pour le "fournisseur" (du vélo) et une pour le "receveur". Ce receveur devra trouver le moyen de renflouer son compte qui va être ponctionné de 400 grains. Quant à moi, je dispose d'un avoir de 400 grains. Il va venir remonter mon compte qui était "dans le rouge" (mais ce n'est pas grave, on ne paie pas d'agios), soit, ajouté à d'autres grains de sel, me permettre de me procurer autre chose. Je vais donc consulter le Bulletin qui sort tous les deux mois et qui contient, outre les coordonnées des échangistes, la liste complète des offres et demandes.

QUE PEUT-ON ÉCHANGER ?

A peu près tout, mais la pratique nous apprend que trois choses font l'objet de transactions:

- les objets dont on n'a plus l'usage,
- ses connaissances,
- ses capacités à donner un coup de main.

Tous les objets depuis la collection de pin's, le vélo du petit qui a grandi, la voiture, la maison sont susceptibles de changer de propriétaire sans que l'argent intervienne (sauf pour la carte grise de l'auto ou les frais de notaire, encore que dans ce cas précis, l'échange des deux biens ne donne lieu qu'à une seule perception des droits d'enregistrements).

Nos connaissances, à quoi bon les garder pour nous ? Que ce soit la traduction d'un article en anglais ou en espéranto, la rédaction d'un C.V., l'apprentissage de la musique ou d'un instrument, des talents d'artiste à transmettre, une expérience sportive à faire partager (pas l'expérience des canettes de bière sur les gradins du stade), l'art du tissage, de la cuisine de son pays d'origine, tout cela aussi s'échange...

... et si on ne possède pas d'objets, si nos connaissances manquent de "consistance", nous gardons toujours la possibilité de "donner un coup de main

(occasionnel) à notre voisin, à un copain, à une autre association du S.E.L." Ainsi, les 400 grains de mon V.T.T. peuvent faire la joie d'un associé qui viendra fendre mon bois de chauffage, chose que je ne peux plus faire à la suite d'ennuis de santé.

ET LA LOI, DANS TOUT ÇA ?

Si la raison d'être des SEL consiste à rendre leur dignité à ceux "que l'existence meurtrit plus particulièrement, à ceux que la vieillesse prive de certaines ressources, ou tout simplement que la mal chance poursuit" (mots "vrais" piqués dans le trimestriel "l'homme libre", fils de la terre journal bimensuel), "Troc tout" publie dans chaque numéro une page entière sur la législation du troc. En un mot ceux qui sont frappés par la "crise", désargentés, chômeurs, C.E.S., retraités (presque) sans retraite, S.D.F., bref, nos frères de misère, cette raison d'être est aussi de relancer l'économie locale, défaillante par manque de clients. Et dans l'économie locale on trouve les petits artisans, les petits commerçants, qui paient un lourd tribut au marasme économique. Donc, les responsables des groupes

SEL doivent veiller à ce que le coup de main occasionnel, ponctuel, ne devienne pas un courant du travail noir, et faire en sorte que les échanges ne tournent pas au commerce parallèle, toutes choses qui ne pourraient qu'entraîner une dégradation du "climat économique local".

Outre l'aspect pratique, légal du SEL, il faut bien en venir au principal: l'aspect humain.

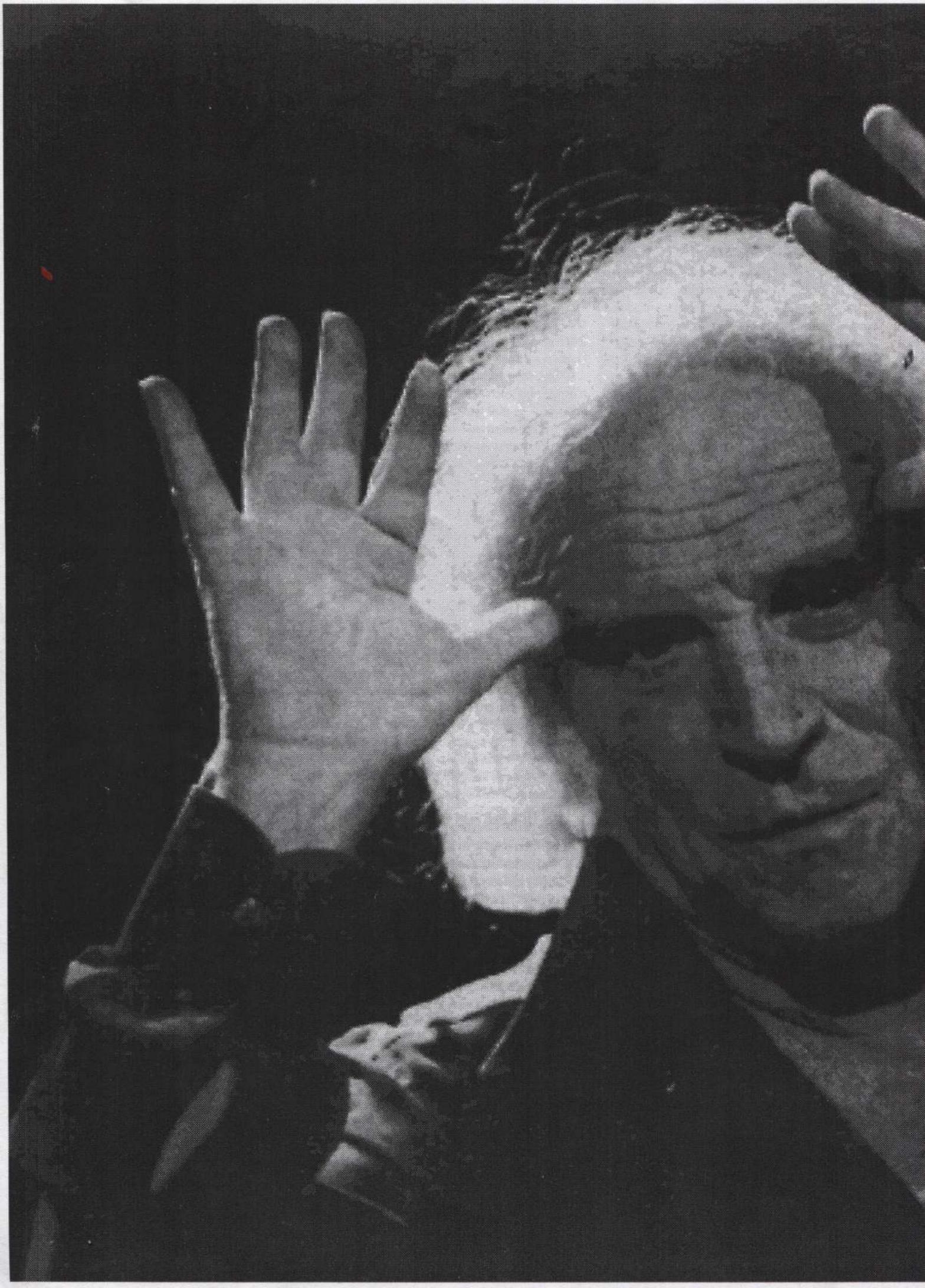
Les marchés au troc, organisés tous les deux mois, permettent aux associés de faire connaissance, d'échanger sur place, d'évoquer leurs expériences, tout ceci dans une ambiance des plus conviviales, dans un climat de confiance, parfois on casse la croûte ensemble, et si on veut, on danse grâce à quelques associés qui sont venus au marché avec leur instruments dans la voiture.

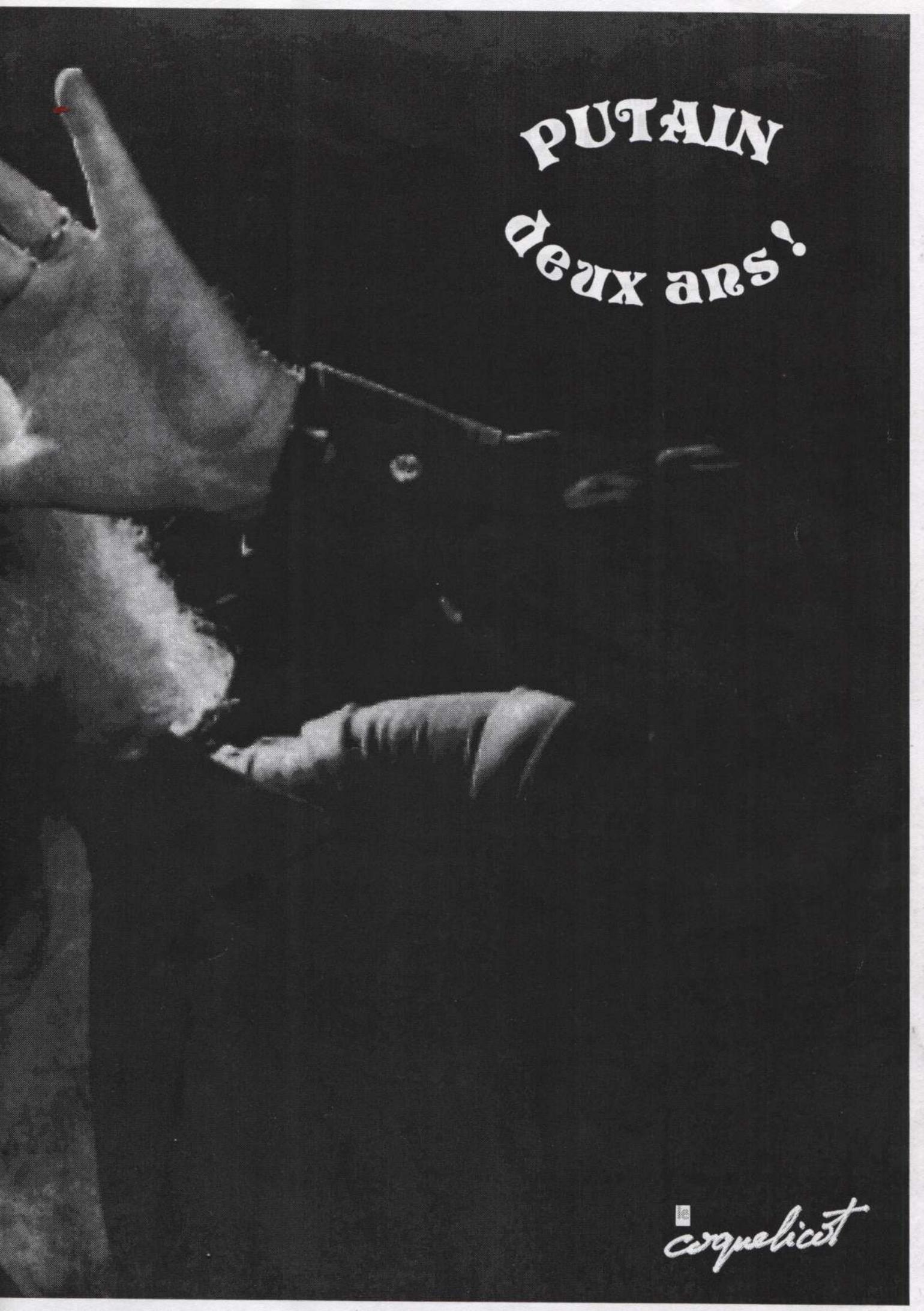
Une expérience récente a montré de quel élan de solidarité sont capables les gens du SEL. Une personne de l'association, en situation précaire, devait faire dans sa maison des travaux urgents. Ses moyens pécuniaires excluaient tout appel à un professionnel. Quelques coups de téléphones pour expliquer la situation aux copains, et tous ont répondu présent, malgré leurs obligations professionnelles et familiales, aucun ne s'est dérobé. Par le biais des échanges, la personne en question a pu se constituer un petit avoir en grain de SEL pour dédommager ceux qui lui ont apporté leur concours. Il n'y a pas eu de "charité" ni "compassion", il y a eu échange. A noter que pendant le boulot, on entendait parler Flamand, Hollandais, Anglais... et Français également. ■

A Toulouse, c'est le cocagne (similaire au SEL) qui s'installe. Une cotisation de 50 francs pour le semestre est demandée à chaque adhérent (pour régler les frais d'édition du bulletin, l'envoi aux adhérents, les frais d'administration...)

Vous pouvez contacter le cocagne à La Maison des chômeurs Partage, rue Peyrolière à Toulouse.







PUTAIN
deux ans!

 corquelicet

Un jour, à Alger

"Les discours ne nous suffisent plus"

Alger, 29 Avril 1995.

La nuit est tombée sur la capitale algérienne. Dix kilomètres entre l'aéroport Aouari Boumediène jusqu'à la baie, vivement éclairée; dix kilomètres à vive allure dans une nuit déserte - déjà - à quelques heures du couvre-feu.

Emotion d'une première rencontre avec Alger pour les uns, d'une retrouvaille pour les autres; sentiment de n'avoir à faire qu'avec l'idée d'El-Djazaïr, cloîtrée dans ses immeubles, voilée dans son interminable nuit, à peine entrevue au travers des lucarnes du bus, en une séquence furtive, surprise en accéléré, presque clandestine.

Alger dont les parfums, les cohues, les marchés, les ruelles et le soleil nous serons interdits, à peine exhumée de ses souvenirs entre l'hôtel es-safir et la place du 1er Mai. Brève oeilade gourmande et frustrée où se glissent côte à côte jeunes femmes à libre chevelure déployée et femmes voilées, femmes au grand visage ouvert au ciel, sans peur, dames en Haïk traditionnel, portant de lourds kabbas, femmes abandonnées avec leur enfant, déchues, effondrées dans la mendicité, à même le sol, épuisées, policiers en armes, passants affairés.

Et pourtant... Ces femmes algériennes que nous allions rencontrer, qui avaient fait l'effort de nous inviter, ces femmes prudentes téméraires, ardentes combattantes venues de tout le pays et de tous les milieux, allaient incarner une Algérie de la vie, de la rébellion et de l'imagination, dont la presse française, pliée à ses habitudes de sensationnalisme morbide et à ses partis-pris simplificateurs avait oublié - tout simplement de nous parler.

* *

L'arrivée à l'aéroport, avec quatre heures de retard, avait déjà brisé bien des images reçues. Certes des hommes en armes. Mais plutôt moins qu'en certains de nos aéroports lors de la venue de quelques notables. Pas de sacs de sable, de camps retranchés ni de miradors. Pas d'escorte kaki, moustaches sombres, ray-ban et holster. Mais le sourire radieux de D., peau de pêche, cheveux courts, vive et prolix virevoltante dans sa robe à fleurs; D. en tête de toutes les manifestations, connue, condamnée, qui avec ses enfants dans un de ces quartiers chauds où la mort peut surgir de n'importe quelle venelle. Qui va, avec ses copines vers ces jeunes qu'elle refuse d'appeler "kairtistes", "une appellation méprisante du pouvoir qui est responsable de leur détresse".

Pas d'incantation du martyr subi quotidienne, mais le parti-pris de la vie.

"Les discours ne nous suffisent plus, nous voulons des actes. Femme résiste et vit! N'oublie plus tes droits". C'était le grand cri du 8 Mars.

Ce jour-là, à l'occasion de la journée internationale de la femme, à l'appel du "Comité des Asso-



ciations s'occupant de la famille", quelque cinquante femmes s'étaient réunies pour se connaître, se reconnaître, s'initier à la parole retrouvée, témoigner, confronter leurs expériences et prendre date pour le 1^{er} Avril à Oran. Objectif: faire en sorte que le travail des militantes associatives sur le terrain soit potentialisé, que l'action sociale et économique entreprise dans les cités, les quartiers défavorisés, que cette véritable reconquête soit entendue pour ce qu'elle est: sans aucun doute le "chant profond" de la future démocratie algérienne.

Ce premier Mai, à Alger, la constitution de "Femmes Algériennes Unies pour l'Égalité des Droits" (F.A.U.E.D.) voyait aboutir un processus et débiter une longue bataille, celle de la citoyenneté. Une lutte qui s'avère difficile.

* *

Un grand bâtiment de style stalino-mussolinien quel que peu délabré; bas-reliefs à la gloire de la clef anglaise et de la serbe; béton et verre sous le soleil déjà chaud; c'est le siège de l'U.G.T.A., gardé par quelques policiers et militaires plutôt déboussolés, mais doigt sur la gâchette. Chose étrange, à première vue, que la tenue de cette assemblée contestatrice et plurielle dans ce bastion de la pensée monolithique. Signe de changement? Volonté de récupération?

La complexité de la situation apparaît: les ruptures dans toutes les institutions de l'État, ministères, armée, syndicats. Le bras de fer réformateur, apparatchik de la rente, islamistes "modérés" se joue partout, faisant pencher la balance d'un côté ou de l'autre. Équilibre précaire. De toute évidence le secrétaire général de l'U.G.T.A., Abdelhak Benhamanda, a coupé le cordon ombilical: critique nette

du pouvoir et de la culture du mépris, appui des grèves qui éclatent partout en Algérie, remise en cause des restructurations, du F.M.I. et aussi... soutien de la lutte des femmes. (par exemple c'est sous l'impulsion de l'U.G.T.A. qu'a été créé un comité contre le harcèlement sexuel dans les entreprises d'état). Mais, en même temps, trop de petits cadres intermédiaires, bureaucrates ineptes du parti unifié, restent en place et la base, selon la région et la corporation, est peu sûre.

* *

Femmes d'Alger, d'Oran, "Femmes et développement en Algérie", femmes de Tebessa, de Tizi-Ozou, de Tlemcen, de Gardaya; employées, cadres, femmes de ménage, anciennes moudjahid; grand tourbillon de tailleurs, de voiles, de jeans; adolescentes et femmes âgées; le grand brassage d'une volonté commune: créer, créer l'espace de la démocratie... donc celui des femmes. Rendre visible leur travail, lui donner un statut, c'est le faire sortir dans la cité, les arracher à l'emprise des hommes. Et pour ce faire, il faut abolir le code de la famille, voté en 1984 par l'assemblée nationale F.L.N. qui réduit les femmes à un statut de mineures. Il y a les forces qui ne veulent pas entendre parler de cette suppression. Il y a celles qui veulent le rétablissement de la Charri'a. Il y a celles qui veulent bien mais... après après quoi? Il y a enfin les femmes (et les hommes) qui exigent, non pas comme conséquence d'une démocratie dont les hommes seraient les chefs-d'orchestre compétents, mais comme moyen de la démocratie. C'est plus qu'une question de nuances. C'est une question de société.

Les cartes sont sur la table: projets coopératifs, recensement des besoins, création de réseaux de dis-

tribution à travers l'Algérie (AYDA propose des boutiques relai en France), installation d'unités pilotes de production, de bureaux d'étude-conseil, de circuit de poterie et de céramique, de centre de formation, d'une maison d'édition...

Dans la grande salle de l'U.G.T.A. la journée s'achève dans la profusion de propositions- motions, votes, volonté de passer à l'action, de ne plus être les "grandes muettes" de la société civile.

* *
*

La revendication et l'auto-organisation des femmes n'est ni anecdotique ni parcellaire; elles concentrent des ferments d'une profonde transformation de la société.

PARANOIA

Jours de fête

Je me lève, gueule de bois. Le chat miaule bizarre il a fuit, plus de café non plus. Je descends. Hagar. Mme Michu me zieute du coin de l'oeil impression bizarre d'être habillé dans un camp de nudistes.

Des Tanks. Devant la porte. Tout le long du boulevard: des tanks.

Des militaires. Un coup d'état.

Je transpire. Il fait chaud et lourd.

Les stades doivent être pleins.

Ils font quartier par quartier.

Ils sont en uniforme de ville. Ils ont l'air propre. Même de s'emmerder.

Tous les copains doivent être pris à l'heure qu'il est. Pour quoi pas moi?

Ils savent que je ne suis plus dans la mouvance.

Donc, je suis moins dangereux.

est ce que c'est vrai?

Je ne peux prévenir personne.

Peut-être quelques-uns n'ont pas été pris mais leur téléphone est sur écoute.

Si on les prévient, on prouve qu'ils en sont. Que faire?

Les militaires, eux ne semblent guère se soucier de moi. C'est énervant. Ils font comme si je n'étais pas l'ennemi. Tout juste les gradés qui estiment la longueur des cheveux et les épaules tombantes d'un air méprisant.

La population n'a pas l'air paniquée. elle ne semble pas scandalisée de ce qui se passe dans la rue.

Tous ces camions, des tanks, des fusils. Ah! ils sont très forts de prendre la rue en uniforme de gala...

Même les collabos déjà, des petits drapeaux, des enfants sur les épaules de papa, on veut voir, voir quoi? Les camions qui emportent mes camarades. Je devrais être parmi eux. De l'autre côté du boulevard, les notables sur des gradins.

Ils sont forts, ils organisent déjà un défilé. Ça a dû commencer dans la nuit. Y a pas eu de résistance, j'aurais pas dû picoler.

Un convoi s'ébranle, s'éloigne... j'entends des applaudissements... Les gens applaudissent.

Je regarde les gens autour de moi. Ils n'ont pas l'air étonnés. Ils s'étirent le cou pour voir. Je me risque près d'un type qu'a une boucle d'oreille. "C'est incroyable!" Il me regarde... sans comprendre. Je tente autre chose. "Dire qu'aujourd'hui on commémore la prise de la bastille..." "Ben oui et alors!" "Un défilé militaire le jour de la prise d'une forteresse par des

Elle touche à la sphère du public mais aussi à la sphère du privé. Elle lie l'émancipation à l'éducation, à la démographie, à la libération de compétences inutilisées, à la modification des mentalités archaïques. Qu'en sera-t-il?

Faute d'une traduction politique à l'échelle de la société en l'absence actuelle d'un front démocratique identifiable et crédible capable d'opposer un projet au champ de l'immobilisme et de la terreur, ce sont les femmes algériennes qui risquent de payer le prix fort. Elles ont commencé à régler cette addition douloureuse depuis longtemps.

* *
*

civils, le peuple... ironisé-je. "Mais c'est notre armée, celle qui défend la République. La république obtenue grâce au 14 juillet 1789"...

Rien à en tirer, pour lui c'est la Garde Nationale.

Des hélicos passent, me prouvant que tous les moyens sont employés. Il me faut trouver un groupe de résistants. Il n'est pas possible que tout le monde accepte en souriant. Et puis il faut que je sache ce que sont devenus les autres. Le téléphone c'est trop dangereux. Je ne dois pas m'éloigner des camions. C'est par là qu'ils seront emportés. Trouver un ami, un camarade. Mais... qu'est ce qu'elle fait... inconsciente!

Elle est là avec son micro à poser des questions aux gens. Elles n'ont pas l'air satisfaite des réponses. Les gens eux ont l'air étonné de ses questions. Ne pas faire de bêtises. Si on nous vois ensemble on risque vite de se faire repérer... Planqué derrière un arbre je la regarde déambuler, jetant un œil goguenard aux militaires qui défilent, scrutant ses victimes potentielles, elle jette des regards circulaires. Quoi! Elle a ostensiblement laissé les autocollants. Canal Sud en lettres rouges et noires. Comment est-ce possible?

Canal Sud au beau milieu des militaires. Depuis un moment déjà, la radio mettait de l'eau dans son vin. Mais sur l'armée, elle continuait d'être intraitable. Ils ne bronchent pas.

Deux flics du service d'ordre s'approchent d'elle. Ils rigolent. Je m'approche: "Attention c'est Action Directe..." "Non, c'est l'aparretarak". Ils se claquent les cuisses de rires et s'éloignent en se la répétant. "l'aparretarak". Je suis sidéré.

Je m'approche d'elle: "salut", "salut" "Tas du nouveau?" Elle: "Du nouveau, euh! ouais, on a installé la lecture Laser mais on n'a pas beaucoup de disques encore"...

Je l'entraîne dans une encoignure de porte. "Mais les militaires, ce coup d'Etat". "Quel coup d'Etat? c'est Chirac qui pose pour la photo en regardant passer les tanks aux Champs Elysée. Cette année c'est à Muroa que ça craint. Y a rien de nouveau. Les militaires sont toujours aussi cons mais c'est comme tous les ans. et les copains, ils sont à la mer... en vacances, quoi!

Qu'est-ce que t'as? t'as l'air tout drôle?"

"Oh rien, rien, ça va passer! viens, on va boire un coup." On ne devrait pas dessoûler... ■

Sisec

La nuit est tombée sur Alger. Dans le huis-clos de l'hôtel les discussions continuent. Du balcon de l'hôtel on voit la ville désertée, cette pétulance méditerranéenne sous couvre-feu. Des policiers, mitraillettes en travers de la poitrine, marchent d'un pas rapide au milieu de l'avenue.

La mélodie d'un Raï poussé un peu trop fort s'envole d'un immeuble voisin. La musique garde ses droits. Plus que jamais, peut-être. Autre forme de résistance... Et Alger attend la levée du jour avec la peur d'apprendre qu'une fois de plus des coeurs aimés ont cessé de battre ■

Georges Rivière

◆ **Le Monde Diplo d'avril 1995** nous apprend que l'armée américaine pendant la très chirurgicale et très propre guerre du Golfe, a utilisé des centaines de cartouches et de munitions radioactives utilisant de l'uranium appauvri.

Les effets de cette contamination ont touché les militaires irakiens et même certains militaires américains, mais surtout les civils, otages de toutes les guerres, qui se trouvent au contact de tout ces tas de ferrailles (chars, munitions...) ont développé des leucémies et des cancers.

Comme le dit le général Gatois, « Si l'on équipe ces chars de telle munitions, cela voudra dire que la guerre chimico-nucléaire est désormais admise moralement, que la contamination par radio-activité devient morale ». L'armée américaine ne cherche pas à moraliser l'utilisation de l'uranium appauvri (depuis quand les guerres sont elles morales), mais ne trouve t-elle pas là le débouché à des déchets dont l'industrie ne sait plus qu'en faire?. Quand on sait que plus d'un million de tonnes d'uranium appauvri sont stockés, les marchands de mort ont de beaux jours devant eux. ■ DLS

◆ **L'anti cléricanisme n'est pas mort nom de dieu.** Entendu à la radio, au Rwanda la population Hutu et Tutsi est à 75 % catholique, évangélisée depuis des dizaines d'années par des curés en manque d'âmes à se mettre sous la dent. Et pendant que le pape nous traduit la parole divine au travers de son 11^e encyclique « l'évangile de la vie » dans lequel il fait table rase de la contraception, du préservatif (menace contre la vie) et du sida (nouvelle punition divine à une humanité sortant du troupeau). Qu'il fait appel à la désobéissance civile et à l'objection de conscience aux moyens de commandos anti-HIV, ces joyeux convertis depuis 150 ans s'étripent à qui mieux mieux, là pas un mot, pas un seul petit bout d'encyclique pas le plus petit bout du tout puissant. Wojtyla prépare son voyage dans le Tchéquie protestante qui ne lui demande rien afin de sauver l'âme d'un jésuite martyrisé il y a quelques siècles.

Puis comme Lech Vaiesla son homme de paille en Pologne a quelques problèmes de réélection, grande messe purificatrice et remise au pas d'une population à la recherche de plaisir plus terrestres.

Deux poids deux mesures, mais les noirs ont ils une âme, vaste question qui se posent ces matons spirituels depuis une fameuse « conquête ». Ce qui est sûr, par contre, c'est la part du lion que dans cette tragédie l'Opus Dei mettra dans son cartable de technocrate de l'Église. ■ DLS

Les camps libérés... 50 ans après

Alors j'ai ramassé deux cailloux de ce granit... L'un pour le souvenir... L'autre pour m'en servir...

Je suis avec mon père dans un train. Nous sommes plus de 150 français en route pour MAUTHAUSEN, en Autriche. Déportés, veuves, familles, enfants, amis... Certains reviennent pour la première fois mais d'autres n'ont pas passé une année sans revenir. Beaucoup se connaissent déjà. D'autres pas. Il y a des ouvriers, des profs, des patrons, des gens de droite, de gauche, il y a même un monsieur, ancien déporté qui tenait absolument, provocation ou connerie, peut être les deux, à porter, à côté de ses décorations, l'insigne du F.N. Il a fini par être obligé de l'enlever après une engueulade monstre de quelques uns de ses camarades. Mais personne ne lui a parlé. Moi non plus d'ailleurs. Mais comment en est-il arrivé là? du camp des «sous hommes» au camp des racistes.

EBENSEE, COMMANDO DU CAMP CENTRAL DE MAUTHAUSEN.

Le paysage est magnifique. Il y a de la neige sur les montagnes du Satzkammergut. Les adorables lacs de cette région sont autant de lieux de tourisme friqués de villégiatures splendides, à la Modiano. Cela fait penser à des voitures décapotables, à de belles femmes un peu mûres mais si charmantes sous les frondaisons ordonnées des bords de l'eau, si bleue, si pure. Nous, nous sommes là comme des pièces rapportées, étranngères. Les déportés, les quelques rescapés encore vivants et leur famille et leurs amis, les visages graves entre deux cérémonies du souvenir, entre deux camps, entre deux larmes, au milieu de rires et de l'indifférence. Alors on se dit que les SS avaient vraiment un drôle de goût de mettre des camps d'exterminations par le travail dans des endroits aussi beaux. Mon père a été libéré dans ce camp. Ebensee : près de 9000 morts.

GUSEN VERS LE DANUBE

Cette vaste plaine ouverte exprime son calme, sa quiétude, ce soir où les Autrichiens nous reçoivent si gentiment avec du pain et du sel. Ils chantent l'hymne à la joie de Beethoven et nous échangeons des fleurs, des oeillets je crois, l'air un peu bête de ceux qui ne savent pas les mots qu'il faudrait dire.

Gusen, tout près du camp central, Gusen et ses 37000 morts.

REDL-ZIPF LES VESTIGES DU CAMP

Ils se trouvent à l'arrière d'une énorme brasserie. On y fait une si bonne bière que nous la trouverons tout au long de notre périple. On la faisait avant le camp et on la fait maintenant. Elle est douce cette bière blonde, presque claire. Redl-Zipf où l'on tuait des esclaves de toute l'Europe dans la construction de galeries pour expérimenter les moteurs V2. C'est une bière aussi claire que la carrière scientifique d'un Warner Von Brun, jamais inquiété, toujours admiré.

ARTHEIM, LE CHATEAU

En face d'une superette, au milieu du village, servant de maison de retraite avec des appartements pour des jeunes couples sans enfants...Artheim, ce très tranquille lieu d'extermination de débilés, de malades mentaux, des enfants pas normaux, mal formés... Artheim avec sa chambre à gaz camouflée en salle de bain, son four crématoire puis plus tard son moulin à os. C'est le lieu du massacre ordinaire, organisé par des gens ordinaires, infirmiers, secrétaires, docteurs, chauffeurs, tous civils, tous dociles et consciencieux. Artheim, l'un des 6 lieux de l'opération T4 ou Hitler mit en application les théories d'un prix Nobel de médecine français, Alexis Carrel dont le nom continue à déshonorer certaines rues de chez nous. Artheim : peut être 30 000 morts dont la moitié pour servir les théories eugénistes et l'autre moitié venant des camps de Dachau, Mauthausen et de Gusen.

ET PUIS MELK ET SON CRÉMATOIRE

(seul reste du camp) niche dans la verdure, au milieu de la ville. Les colonnes de déportés traversaient ces quartiers tous les jours pour se rendre à la gare ou en revenir. Tout le monde les a vu! Tous les jours! pendant 2ans! C'est à Melk que mon père est resté le plus longtemps et c'est là qu'il a connu tous ses copains dont beaucoup sont déjà morts depuis bien longtemps.

ENFIN MAUTHAUSEN

Il trône sur la région tout entière, sur le Danube surplombant sa carrière. Figure mythique du



Le cortège homosexuel dans la cérémonie du camp de Maut

camp, avec les tours, les barbelés, les miradors. Le seul lieu où l'on n'a pas besoin de beaucoup d'imagination pour avoir froid en plein soleil. C'est le jour anniversaire de la libération. Il y a des délégations de toute l'Europe, de toutes les amicales de déportés, des U.S.A., des libérateurs, mais aussi des corps constitués et des ambassadeurs et des discours trop longs répétant souvent des mots trop souvent dit «plus jamais ça», tout près des camps de Yougoslavie et de son épuration ethnique.

Il y aussi les homosexuels qui doivent un peu s'imposer et se font siffler tandis qu'ils revendiquent le droit à des pensions et donc à une véritable réhabilitation pour leurs anciens déportés autrichiens et puis enfin l'immense masse des jeunes antifascistes, malheureusement divisés en «jeunesses socialistes», «communistes», «faucons rouges» et autres appellations que je n'ai pas su traduire.

J'ai vu les papiers gras et les canettes de bières et les rires des gens qui oublient où ils se trouvent. J'ai vu les Tsiganes autour de leurs pancartes, pas encore monument, peut être dix au maximum, tout à côté des immenses rassemblements nationaux. J'ai vu les jeunes Kurdes juchés sur le monument de l'ex-URSS tenant des drapeaux rouges à faucilles et marteaux et des banderoles avec Staline, comme si le goulag n'avait pas existé. J'ai vu les flashes crépiter dans la chambre à gaz, les caméscopes fusillant tout ce qui bouge, les toujours mêmes japonais s'aventurant, avec la casquette, le sac à dos et le nikon.

Mais j'ai vu aussi le sourire de connivence de ces deux jeunes filles autrichiennes, cloutées, teintes en punk, avec tee-shirt « ne donnons aucune chance aux nazis » tandis que j'essayais péniblement d'un allemand depuis longtemps oublié, de dire

Théâtre contre le racisme et l'exclusion

Un projet de théâtre contre le racisme et l'exclusion vient d'émerger à Toulouse. Des discussions sont en cours, des associations soutiennent déjà ce projet et d'autres vont sûrement le rejoindre.

Pourquoi une pièce de théâtre sur le thème du racisme, de l'exclusion, du chômage ? Les 15% de Le Pen, ajoutés aux 5% de De Villiers, suffiraient déjà à nous inciter fortement à agir. Mais il y a plus : Le théâtre nous paraît en effet un des moyens les plus adéquats pour contrecarrer cette montée du "racisme ordinaire", prenant ses racines dans l'angoisse du chômage et de l'exclusion.

L'étranger est alors le "bouc émissaire" idéal, celui par qui le malheur arrive. L'histoire nous montre qu'il en a été de même à chaque période de crise économique.

Or actuellement, bien que la France soit un pays riche (le 4^e du monde), bien que sa richesse ait augmenté de 46% au cours des 13 dernières années (au fait, où est donc la crise économique ?), le nombre des chômeurs et des exclus ne cesse d'augmenter. Un petit nombre s'accapare la grosse part du gâteau pendant qu'un grand nombre manque de l'essentiel pour avoir une vie décente.. l'étranger est donc coupable. Une situation analogue favorisa la montée d'Hitler et du nazisme. Hitler fut porté au pouvoir par le peuple: la situation d'exclusion appelle la recherche d'un héros à la poigne solide, capable de rétablir l'ordre et la prospérité.

Lorsqu'on oppose des arguments "rationnels" à des réactions venant des "tripes", ça ne sert pas à grand chose... il faudrait 3 millions d'emplois pour faire baisser le racisme. En attendant, restera-t-on les bras croisés? Essayons de trouver des moyens d'agir. A des réactions venant des "tripes", il faut opposer des réactions venant des "tripes", on est d'ailleurs tous racistes quelque part: peur de ce qui est diffé-

rent, angoisse de ce qui est étranger, anxiété de communiquer avec un monde différent, une culture différente...

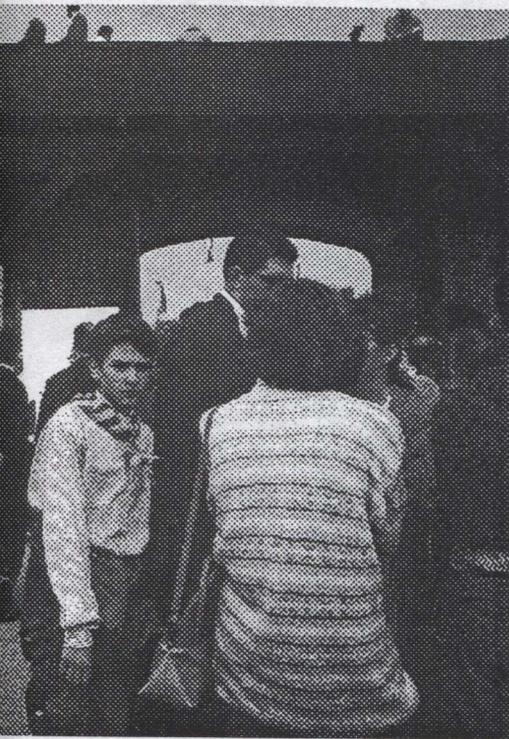
Le théâtre qui est un lieu de communication entre les gens, entre acteurs et spectateurs, nous paraît capable de "parler aux tripes" bien mieux que les seules paroles si vraies soient-elles, mieux que des statistiques si justes soient-elles.

Encore faut-il que ce théâtre soit vrai, qu'il exprime une réalité, que l'acteur et le spectateur y reconnaissent des morceaux de leur propre vie. Il ne s'agit pas de montrer un monde idéal (dire par exemple que l'exclu et le chômeur sont "des petits saints"). Le théâtre qui donnerait une vision du monde manichéenne (bon d'un côté mauvais de l'autre) n'aurait pas d'impact, mais si le théâtre est le reflet de ce que nous sommes, il peut remuer, pousser au changement, finalement, donner envie de communiquer : puisque je suis un peu bon et un peu méchant, puisque l'autre est comme moi, un peu bon un peu méchant, on peut se parler. On peut se moquer de soi au lieu de se prendre très au sérieux; on peut découvrir qu'on a besoin de celui ou celle qui est différent(e), qu'on n'est pas des dieux... Un proverbe arabe dit; "celui qui reste sur le pas de la porte est un homme mort".

S'intéresser à l'étranger, à celui qui est différent (français / non français, salarié / chômeur, exclu / non exclu)... n'est ce pas déjà de l'antiracisme. ■

Gaby

Metteur en scène : Philippe Lacoste.
Pour s'informer : tél. 62.14.61.39.



usen.

qu'il faut que nous nous unissions tous ensemble contre les Le Pen et les Aider. «Zuzammenn», c'est un mot magnifique. elles me répondait «internationale» puisqu'avec l'Allemagne, l'Autriche, (ou Aider fait 28%), l'Italie, la France c'est toute l'Europe qui brûle.

J'ai vu l'émotion, les larmes, le silence et les mains qui se serrent et les voix qui se brisent. J'ai vu des vieux messieurs se serrer l'un contre l'autre en se reconnaissant après tant d'années sans oublier. J'ai vu mon père gravissant lentement les marches irrégulières de la carrière de Mauthausen, une autre fois... ■

Caillou Caillou.

L'extrême-droite lyonnaise ne chôme pas, le local commun à l'Alternative Libertaire et à la CNF a été l'objet de deux saccages par les nervis du FN et par un groupe moins connu nationalement « Décision Française ». Mais ce groupe est bien repéré par les artifices lyonnais en effet. « Décision Française » est un groupe lyonnais de « L'Œuvre Française » des frères Sidos. C'est un groupe local, proche des BNR (de Paris) qui emploie les mêmes slogans, la même typographie. L'année dernière, pour le 50^e anniversaire du débarquement, ils collaient des autocollants « Bienvenue aux ennemis de l'Europe ». Pour eux l'Europe est asservie par l'impérialisme américain depuis 1945. Ils soutiennent Cuba (assiégé) le Vietnam et les Nazis... Pour cela c'est aussi un groupe Rouge/Brun. ■

ON BOUQUINE

BROCELIANDE SUR MARNE

par Jean Hugues OPPEL
Aux éditions Rivages/noir.

Dire que le roman noir évolue est une la palisade mais tout de même... C'est une fois de plus un petit monde de petites gens n'ayant que leurs envies et leurs espoirs qui nous est présenté par J.H.OPPEL dans ce petit roman à mettre dans toutes les mains.

Un quartier qui se défigure au gré des promoteurs sans scrupules (pléonasse!), une ville de banlieue qui perd son âme et ses racines aussi rapidement que les blocs de bétons s'ammoncellent sera le terrain de cette histoire pleine de sincérité écrite au gré d'un vent de colère que déploie ce jeune romancier.

Pas étonnant qu'il vienne de recevoir le premier prix du festival de St Nazaire J.H.OPPEL !

La sensibilité à l'état pur se déjoue de la sensiblerie quand le fond repose sur l'honnêteté du propos. Ici, pas de gros trafic mais de l'argent sale qui transite par le maire, des rêves de gosses qui aboutiront mais en passant par des chemins tordus par ceux qui croient détenir le pouvoir grâce à un compte en banque. Même si parfois les personnages ont le trait épaissi par l'auteur, le scénario coule à un rythme qui vous mène là où l'on vous attend : réfléchir et agir. ■

Roberto Vaporeto



LES MURS EN PARLENT

NOUS AVONS RECU :

"Offensive Syndicale" n° 1 mars 1995 C'est le bulletin des étudiants de la C.N.T de la région parisienne. Un quatre pages sur les luttes étudiantes en France, mais aussi à l'étranger. Pour tout contact C.N.T. section universitaires 33 rue Vignoles 75020 Paris. ■

Le n° 63 Avril de "A Contre Courant" et dans ses colonnes entre autre un article sur Les Européens contre Superphénix.

Le n° 64, Totalement consacré au Front National en Alsace et lance un débat qui se poursuivra dans les prochains numéros.

ACC. BP 2123 68060 Mulhouse cedex. ■

"Echanges et Mouvements", n° 9, juin 95. C'est une publication qui a pour but de faire connaître le plus largement possible et indépendamment de toute interprétation, les luttes telles qu'elles se déroulent dans le monde entier. Par exemple au Japon un plan de dérégulation pour 5 ans doit être mis en place en mars 95: il signifie la rupture avec le système des salaires et de l'emploi. BP 241 75866 Paris CEDEX 18. ■

"AVIS DE RECHERCHE" fait une campagne pour la libération de 700 réfractaires comme l'est Jean Marc Fernandez condamné à 1 an de prison ferme et incarcéré aux Baumettes. Pour symboliser cette aberration 700 paires de menottes seront déposées à l'Elysée fin juin. Pour tout contact BP 53 75 861 Paris CEDEX. ■

"R.I.R.E" n° 3 Infos sur les réfractaires basques, et soutien de la campagne d'amnistie des 700 détenus pour des actes de désobéissance militaire et civile. Où l'on trouve une petite info relatant la situation des déserteurs de la Wehrmacht (100.000 dont 20.000 furent fusillés), 50 ans après, combien de régimes de droite, de gauche? et ils ne sont toujours pas amnistiés. ■

Mais ou va l'argent des quêtes publiques récoltées grâce au médiatique «Téléthon»? On peut lire dans la revue du CAeS du CNRS du mois d'avril que la plus grande partie sert au financement de laboratoires privés dont certains sont même budgétisés par nos impôts. Ces labos ont une pratique de l'emploi très libérale, ils n'embauchent que sur des CDD au salaire de 8 000 F par mois, pour des chercheurs avec 6 et 8 ans d'études.

Les chercheurs n'ont plus à craindre une quelconque concurrence des pays de l'Europe de l'est ou du sud - est, comme pour l'industrie elle est déjà organisée sur place, avec une main d'œuvre bien de chez nous. Où la société d'économie libérale avance le service public recule. ■

Cette rubrique est mise à la disposition de tout un chacun, qui muni d'un appareil photo débusquera les tristesses de nos murs, la poésie des graffitis, mais aussi l'expression directe qui en émane souvent.



Et il y en a qui pensent encore que ce n'est qu'une question de cerveau! moi je pense qu'il n'y a pas de place dans ces boîtes crâniennes.

SOMMAIRE

LA VILLE ROSE, SES ÉPINES

Ils ont voté... et puis après p 1
Le temps des crocodiles p 3
Un toit c'est un droit p 4

ARGUMENTS

Des grains de sel ou de cocagne p 5

PARLONS-EN

Un jour à Alger p 8

PARANOÏA

Jours de fête p 9

POINTS DE VUE

Les camps libérés... 50 ans après p 10

CULTURE

Théâtre contre le racisme et l'exclusion p 11

POT DE VIN ET COPINAGE

RUESTA suite. (Voir le n°1 du COQUELICOT)

L'utopie est devenue réalité, l'Alternative Libertaire forte des réponses obtenues organise du 13 au 20 août une rencontre (à RUESTA en ARAGON) de militants et d'organisations communistes libertaires, anarchosyndicalistes, syndicalistes révolutionnaires, socialistes libertaires... de différents pays (Danemark, Irlande, Italie, Suède, Finlande, Liban, France et d'Espagne).

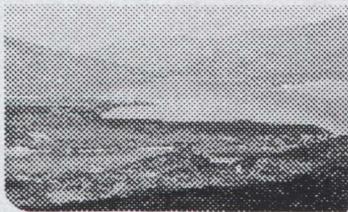
Pour tout renseignement, écrire à Alternative Libertaire BP 177, 75967 Paris CEDEX 20.

Pour financer le voyage aux camarades qui iront à Ruesta le groupe de Toulouse vous propose un cru beaujolais.

Vous pouvez encore en commander très vite au 61 25 48 46.

RENCONTRE
libertaire
internationale

du 13 au 20 août 1995
à Ruesta en Aragon



Moulin à vent - Beaujolais